

NOMINATION DE BARBARA POMPILI COMME MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE MACRON A DÉPASSÉ LES BORNES !

Le nouveau Gouvernement de Jean CASTEX a été rendu public hier.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel MACRON, Barbara POMPILI sera la quatrième ministre coiffant l'Énergie après Nicolas HULOT, François de RUGY et Élisabeth BORNE.

Mme POMPILI, ancienne militante des Verts, devenue ministre sous VALLS avant de soutenir MACRON lors de la campagne présidentielle, n'est pas une inconnue pour les gaziers et électriciens. Elle présidait en effet la Commission du Développement Durable à l'Assemblée Nationale.

À ce titre, elle a voté la loi Pacte permettant la privatisation totale d'Engie, la loi Énergie Climat réduisant la part du nucléaire dans le mix électrique et programmant la fermeture des centrales à charbon ainsi que la fin des tarifs réglementés de gaz en 2023. Elle soutient par ailleurs des objectifs sans cesse plus élevés de pourcentage des énergies intermittentes au mépris des conséquences sur la sécurité d'approvisionnement électrique et sans se soucier du fait que les rares personnels d'exploitation maintenance de ces entreprises renouvelables n'ont pas, au mépris de la loi, le Statut du personnel des IEG !

Elle s'est aussi « illustrée » en étant rapporteure de la Commission sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires des centrales en menant un véritable travail à charge contre EDF, oubliant l'objectif de neutralité qui aurait dû être le sien en tant que rapporteure. Elle a été par ailleurs très vindicative pour obtenir la fermeture de Fessenheim, décision absurde et contraire à l'urgence climatique.

Ce n'est donc ni une amie du service public, ni des personnels des Industries Électriques et Gazières. Sa nomination après que le Président de la République et son ancienne ministre, Mme BORNE aient remercié les gaziers et électriciens pour leur contribution pendant la pandémie au service de la Nation, montre le double langage du pouvoir et son mépris envers les salariés de nos industries !

Au moment où le Président de la République veut relancer la casse de notre Statut avec son régime universel par points, au moment où ce même Président n'a abandonné ni le projet Hercule de démantèlement d'EDF, ni la privatisation totale d'Engie, cette nomination n'augure donc rien de bon pour notre secteur.

Face à cette situation qui est lourde de conséquences pour les salariés, FO Énergie et Mines continuera, plus que jamais, à se battre pour le progrès social et le service public, car ce sont là les valeurs profondes de notre pays qui doivent être au cœur de la relance indispensable pour surmonter les effets de la pandémie.

Alors, les ministres peuvent bien changer, notre détermination, elle, reste entière !

Agir, ne pas subir !

AGIR, NE PAS SUBIR !

www.fnem-fo.org